

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES RELATIONS FRANCO-SUD AFRICAINES, À PRETORIA LE 14 OCTOBRE 2013.

14 OCTOBER 2013 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Madame l'Ambassadeur,

Merci d'avoir mis à la disposition de la communauté française, votre résidence. On se croirait un 14 juillet. C'est à peu près le temps qu'il fait à Paris ce jour-là. Je suis heureux de vous retrouver à l'occasion de cette visite d'Etat.

Je suis venu à la tête d'une délégation importante : pas moins de huit ministres, beaucoup de chefs d'entreprise, quelques animateurs du débat scientifique ou culturel, pour avoir avec nos amis sud-africains, l'échange le plus sincère et le plus utile.

J'ai été reçu ce matin par le Président. Je ne suis pas le premier président de la République à venir en visite d'Etat puisque, depuis François MITTERRAND, c'est une tradition.

François MITTERRAND était venu en 1994, il y a donc près de 20 ans. Il était reçu par Nelson MANDELA. Ensemble, ils avaient signé un partenariat stratégique qui demeure encore aujourd'hui. Ce partenariat a été enrichi par Jacques CHIRAC puis par Nicolas SARKOZY. Aujourd'hui, nous avons décidé, le Président ZUMA et moi-même, d'ouvrir une nouvelle phase.

La relation que nous avons avec l'Afrique du Sud est particulière. La France fait partie de ces Nations qui s'enorgueillissent de porter des valeurs, des principes, d'avoir une grande histoire. L'Afrique du Sud nous regarde comme un pays qui, aux moments sombres, a été du côté des victimes de l'oppression, un pays qui, dans toute sa diversité, a été capable de porter soutien à ceux qui, en Afrique du Sud, voulaient tout simplement leur dignité.

Ce sont établis, à ce moment-là, des liens qui demeurent encore aujourd'hui. Mais la phase que nous devons ouvrir, n'est plus simplement la reconnaissance de notre combat commun pour les libertés, mais une période qui doit ouvrir de nouvelles relations économiques et commerciales, participer ensemble au développement.

C'est d'ailleurs l'essentiel de nos conversations de la journée : d'abord avec les autorités sud-africaines, Président et ministres et ensuite dans le cadre d'un forum économique qui a eu, je crois, un grand retentissement. Il a associé entreprises sud-africaines et entreprises françaises, les Présidents des chambres de commerce, les Présidents d'organisations patronales.

Des accords importants ont été signés. Le premier, entre l'entreprise ALSTOM et une entreprise sud-africaine, l'équivalent de la SNCF, porte sur 4 milliards d'euros. C'est un contrat qui a justifié près d'un an de discussions, qui était déjà en réflexion il y a bien longtemps. Il trouve aujourd'hui son aboutissement.

Pour l'obtenir, ALSTOM a bien compris qu'il convenait non pas de faire des concessions, mais de faire des pas en avant vers ce qu'attendaient nos amis sud-africains. C'est-à-dire un échange qui devait être différent de ce qu'on peut faire dans d'autres pays, avec une priorité pour l'emploi local et une volonté d'associer les populations les plus fragiles. Ce contrat va rapporter 8 000 emplois directs et indirects en Afrique du Sud, avec des retombées aussi en France puisqu'il y aura, par les commandes qui pourront être passées à ALSTOM, du travail pour les différents sites de cette grande entreprise française.

Nous avons également eu des accords concernant l'énergie. Certes le nucléaire civil attendra encore un peu. Les Sud-africains réfléchissent sur les différentes étapes qui doivent les attendre pour amplifier davantage leur programme. Sur l'énergie solaire, l'énergie thermique, de nombreux contrats ont été également passés.

Rien que pour cette raison, il y avait toute l'ambition que nous portons pour la relation entre la France et l'Afrique du Sud.

Il se trouve qu'au plan international - et je parle devant le ministre des Affaires étrangères - nous avons des positions communes, l'Afrique du Sud et la France. L'Afrique du Sud participe au G20. Elle représente même le continent africain. Depuis que je suis président de la République, j'ai participé à deux G20. A chaque fois, Sud-africains et Français, nous avons porté les mêmes propositions,

notamment pour stabiliser le cours des matières premières c'est un sujet qui tient aussi à cœur du ministre de l'Agriculture pour réguler la finance, pour lutter contre la fraude fiscale, pour avoir une politique de développement. Nous avons les mêmes objectifs.

Nous sommes également attentifs à un sujet sur lequel, vous aussi, vous êtes préoccupés, qui est la sécurité. La sécurité d'abord en Afrique du Sud. Nous devons y être vigilants et faire en sorte que vous puissiez poursuivre vos activités sans risque pour vos propres biens ou votre propre famille.

La sécurité doit aussi s'entendre sur l'ensemble du continent africain. Longtemps, l'Afrique du Sud a pensé que la France avait des relations privilégiées avec les pays africains qui parlaient le français. Ce n'est pas faux mais ce n'était pas vrai, parce que l'ambition de la France, c'est de parler à toute l'Afrique, quelle que soit la langue des pays qui la composent, quelle que soit leur histoire, quelle que soit leur origine.

Ce que nous essayons de faire depuis maintenant plusieurs mois, c'est de montrer qu'avec la France, l'Afrique est capable d'ouvrir une nouvelle relation tout en étant soucieuse de la sécurité. Je l'ai affirmé plusieurs fois : la sécurité des Africains dépend d'abord des Africains. C'est à eux de s'organiser. Ils n'y parviendront pas, au moins dans une première étape, seuls.

Nous avons pensé que nous pourrions nous réunir à la fin de l'année, à Paris, avec l'ensemble des pays africains, pour les accompagner dans une politique de sécurité, pour leur permettre de constituer une force, des forces régionales pouvant intervenir là où il y a un certain nombre de périls, de risques ou de menaces. Nous l'avons fait au Mali, dans des conditions exceptionnelles. Je veux encore saluer l'action de nos armées et le courage dont nos soldats ont fait preuve encore aujourd'hui. Nous l'avons fait parce qu'il n'y avait pas d'autres possibilités. Si ce n'était pas la France, ce n'était personne. Si ce n'était personne, c'étaient les terroristes qui l'emportaient.

Aujourd'hui, d'autres sujets nous inquiètent, notamment ce qui se passe en République démocratique du Congo depuis déjà très longtemps : des exactions, des violences, notamment à l'égard des femmes et des enfants. Il y a aussi ce qui se passe en Centrafrique, cela peut paraître loin, même pour vous.

Nous voyons revenir en Centrafrique non seulement le chaos ce qui n'est pas une situation aussi nouvelle pour ce petit pays mais des tensions religieuses et cela est relativement nouveau avec des risques, notamment d'affrontements dont les Chrétiens pourraient être victimes.

Nous voyons aussi, chaque fois qu'il y a un vide qui s'installe, des bandits, des groupes, des bandes qui saisissent ces occasions. Nous faisons en sorte que l'ONU, par le Conseil de sécurité, mais également l'Union africaine, puissent nous donner le cadre international et que les Africains puissent participer à cette force, ou à ces forces, pour intervenir.

D'autres questions nous préoccupent : ce qui se passe en Libye, cela peut paraître encore plus loin puisque c'est tout au Nord de l'Afrique. Cela a des conséquences et pour l'Afrique avec diffusion du terrorisme, et pour l'Europe également avec, vous voyez ce spectacle tragique de ces réfugiés qui partent sur des rafiots avec des passeurs et qui trouvent la mort près de Malte ou près des côtes de l'Italie.

Nous devons régler ces conflits. Ce qui est très important, c'est qu'entre l'Afrique du Sud et la France, nous nous trouvons en accord pour y parvenir.

Voilà l'essentiel de ce que nous avons fait aujourd'hui. Demain, nous irons voir une entreprise, SANOFI, qui s'est installée ici en Afrique du Sud. Elle mène une politique exemplaire pour lutter contre un certain nombre de fléaux, et porte une politique de vaccination que nous devons encourager. Des coopérations tout à fait intéressantes seront à nouer entre l'Afrique du Sud et la France.

Je voulais enfin m'adresser à vous, chers compatriotes, parce que je n'ai pas forcément l'occasion de vous voir très souvent et vous non plus. Nous nous immisçons dans vos vies personnelles, une espèce d'intrusion. Le président de la République arrive, vous êtes convoqués, vous n'étiez pas obligés de venir. Je vous remercie d'avoir répondu. Cela me fait très plaisir parce que partout où je me déplace j'essaie d'avoir cette relation.

Nos compatriotes à l'étranger, ici le ministre les représente, comme des parlementaires, ont toujours le sentiment qu'ils sont loin, ce qui est vrai, et donc peu représentés, peu associés alors même que vous jouez un rôle déterminant quelles que soient vos places dans la société, ici, en Afrique du Sud.

Pour certains, vous êtes les représentants d'entreprises qui se sont installées. Il y en a 300 qui sont installées ici en Afrique du Sud et le mouvement est en train de s'accroître. Nous continuerons donc à

installées, ici, en Afrique du Sud et le mouvement est en train de s'agrandir. Vous contribuez donc à notre commerce extérieur. Le Président sud-africain nous a d'ailleurs fait le reproche d'avoir un commerce extérieur déséquilibré, enfin pour l'Afrique du Sud, et donc équilibré ou suréquilibré pour la France. Pour une fois, je ne disais rien. Bien sûr que nous allons corriger tout cela mais en allant plus loin, en allant plus haut. C'est vous qui réussissez à faire comprendre que nos produits sont les meilleurs.

D'ailleurs, grâce à vos implantations sur les biens de consommation, nous avons largement progressé. Sur les domaines de prédilection, l'énergie, les infrastructures, mais également les aménagements urbains sans parler de la gastronomie et du tourisme, nous sommes bien placés ici.

Vous représentez des entreprises, ici. Un certain nombre de vos responsables sont présents et rien n'aurait été possible, y compris dans la conclusion de ces contrats sans vous.

D'autres, vous représentez la fonction publique. Il faut des fonctionnaires, même à l'étranger pour les consulats, pour l'ambassade. Ce n'est pas facile pour le ministre des Affaires étrangères de préserver son budget. Ce n'est pas le plus important mais il y parvient quelque fois au prix de vendre un certain nombre de résidences. Pas celle-là, je vous rassure, Madame l'ambassadeur. Rien n'est prévu jusqu'à présent mais nous en reparlerons.

Des fonctionnaires, il en faut pour faire vivre la représentation de la France à l'étranger, partout. Pour permettre aussi à nos écoles, à nos établissements scolaires de vivre. Je voudrais saluer tous ceux qui y contribuent. Vous y êtes très attentifs, parce que ces établissements sont renommés, parce qu'ils sont chers aussi, très chers, et que cela peut parfois dissuader un certain nombre de nos compatriotes d'y mettre même leurs propres enfants.

Nous avons alors fait en sorte qu'il y ait un système de bourse qui soit plus large mais cela reste encore insuffisant, j'en ai conscience. Nous améliorerons, autant qu'il est possible, le système éducatif. Je remercie aussi les associations qui y travaillent, parce que cela est essentiel. Essentiel pour vous compatriotes mais essentiel aussi pour accueillir des élèves justement des pays qui nous accueillent et faire vivre la langue française. La francophonie est, pour nous, aussi une ambition, y compris dans un pays qui parle plutôt l'anglais et où nous avons de bonnes relations qui n'empêchent pas que nous voulons aussi que le français puisse se développer.

Je remercie aussi tous ceux qui travaillent dans les alliances françaises. Elles sont nombreuses, ici en Afrique du Sud. Elles contribuent aussi à notre rayonnement.

Je remercie aussi tous ceux, militaires, qui travaillent également pour nos représentations, pour la coordination de nos forces. Également tous les associatifs qui se dévouent pour le bien commun.

J'en aurais terminé avec la culture parce que les Sud-Africains étaient très fiers d'avoir accueilli en 2012 la saison France en Afrique du Sud. Nous avons fait l'équivalent avec davantage de projets pour accueillir la culture sud-africaine en France tout au long de l'année 2013. Cela va s'arrêter à la fin de l'année et le Président ZUMA sera présent à Paris pour un de ces événements.

La culture, c'est ce qui nous relie. Ce n'est pas la même culture. Ce sont les cultures. La culture sud-africaine est très riche. Pas simplement en Prix Nobel mais également en art : peintures, créations théâtrales, etc. Nous avons tout intérêt aussi à montrer la diversité, l'exception culturelle. Vous y contribuez par votre présence.

Mesdames et Messieurs, être Français à l'étranger, ici en Afrique du Sud, ce n'est pas toujours facile. Ce n'est pas toujours commode, ce n'est pas toujours simple. Nous devons pourtant souhaiter qu'il y en ait davantage.

C'est toujours un paradoxe : dire à nos compatriotes d'aller à l'étranger. Il y a d'un côté encourager l'exil. Ce n'est pas notre genre. Ce n'est pas de l'exil dont il s'agit. C'est du rayonnement de la France. C'est une chance pour la France d'avoir des compatriotes qui sont partout présents. La moindre des choses quand on vient dans un grand pays comme l'Afrique du Sud, avec cette histoire qui nous relie, c'est de vous exprimer notre gratitude.

Nous avons forcément eu de l'émotion en venant ici en Afrique du Sud à l'idée que Nelson MANDELA était encore, si je puis dire, parmi nous. En tout cas, pour reprendre un mot de François MITTERRAND, son esprit était encore parmi nous.

Quand je revoyais ou je relisais les discours qu'avaient prononcés François MITTERRAND en accueillant Nelson MANDELA au début des années 1990 à Paris - Nelson MANDELA n'était pas encore Président et

venait d'être libéré et était déjà associé aux responsabilités sans être Président de son pays - il lui disait que c'est extraordinaire qu'un ancien prisonnier conduise finalement le destin de ces anciens geôliers. C'est un très beau message de réconciliation. Très beau message de fraternité. Qu'un pays comme l'Afrique du Sud soit capable de vivre ensemble après tout ce qui s'est passé.

Nous, en France, nous devons être capables de vivre ensemble. C'est le grand enjeu : vivre ensemble avec ce qui nous rassemble, des valeurs communes, des principes, la République et parfois ce qui peut nous différencier, nos idées, nos opinions, nos engagements.

Vivre ensemble. Etre capables de comprendre ce que vit celui qui ne pense pas comme nous, celui qui est différent de nous. C'est ce message républicain qui, ici en Afrique du Sud, trouve peut-être son plus bel écho.

Merci à vous pour votre accueil.